



Pour diffusion immédiate

L’approbation par l’administration Biden de l’utilisation de mines antipersonnel par l’Ukraine porte atteinte aux normes internationales et à la sécurité des civils

Déclaration de l’honorable Lloyd Axworthy, ancien ministre des Affaires étrangères du Canada, et d’Anne Delorme, directrice générale de Humanity & Inclusion Canada

Montréal, le 20 novembre 2024 — La décision de l’administration Biden d’approuver l’utilisation de mines antipersonnel par l’Ukraine est à la fois déplorable et dangereuse. Quelle que soit la manière dont le gouvernement américain choisit de justifier cette décision, elle envoie un message troublant à la communauté internationale : les obligations découlant des traités peuvent être ignorées et les protections offertes par l’interdiction mondiale des mines antipersonnel peuvent être mises de côté.

Cette action porte atteinte aux principes fondamentaux du droit international et aux efforts déployés de longue date pour réduire l’impact dévastateur des mines antipersonnel sur les civils et le personnel militaire. Elle marque un nouveau pas en arrière dans l’érosion d’un ordre mondial fondé sur des règles, où l’opportunisme prime sur la sûreté et la sécurité des personnes.

« L’inaction ne sape pas seulement l’autorité du traité d’Ottawa, elle enhardit également d’autres États à ignorer ou à violer ses dispositions. Tous les États parties doivent adopter une position ferme. Nous ne pouvons pas rester silencieux. » — L’honorable Lloyd Axworthy, ancien ministre canadien des Affaires étrangères

Aujourd’hui **même, l’Observatoire des mines 2024** a été publié, faisant état de plus de 5 000 victimes de mines antipersonnel en 2023. Parmi les incidents signalés, les civils représentent 84 % des victimes. Plus d’un tiers des personnes blessées ou tuées sont des enfants.

« L’utilisation de mines antipersonnel en Ukraine a déjà laissé un héritage dévastateur de souffrances humaines, entravé le rétablissement post-conflit et mis en danger les générations futures. » — Anne Delorme, directrice générale d’Humanité et Inclusion Canada

Nous appelons tous ceux qui défendent les principes de la sécurité humaine à condamner fermement cette décision et à réaffirmer leur engagement à protéger les civils et à préserver les normes internationales qui favorisent la paix et la stabilité.



L'honorable Lloyd Axworthy est président du Conseil mondial pour les réfugiés et les migrations et membre du Conseil des gouverneurs d'Humanité & Inclusion Canada. Il a également été ministre des Affaires étrangères du Canada.

Anne Delorme est directrice générale d'Humanité & Inclusion Canada, qui est co-lauréate du prix Nobel de la paix pour son rôle et implication dans la Campagne internationale pour l'interdiction des mines terrestres (ICBL). HI travaille dans 60 pays à travers le monde sur le déminage, l'assistance aux victimes et le soutien aux plus vulnérables, y compris en Ukraine.

Contact médias

Fatou Thiam

f.thiam@hi.org

514 229-0671